

## La réputation du Canada dans le secteur de l'environnement porteuse de débouchés

Les entreprises brésiliennes ont très à cœur de protéger l'environnement. Adhérant au mouvement international qui s'est amorcé en vue d'aller au-delà de la stricte observation des règles environnementales et de veiller à ce que la gestion de l'environnement fasse partie intégrante de la réussite commerciale, les entreprises brésiliennes ont, depuis le début des années 1990, adopté les normes de qualité de l'ISO. En décembre 2005, il y avait au Brésil quelque 2 000 entreprises qui détenaient la certification ISO en gestion de l'environnement.

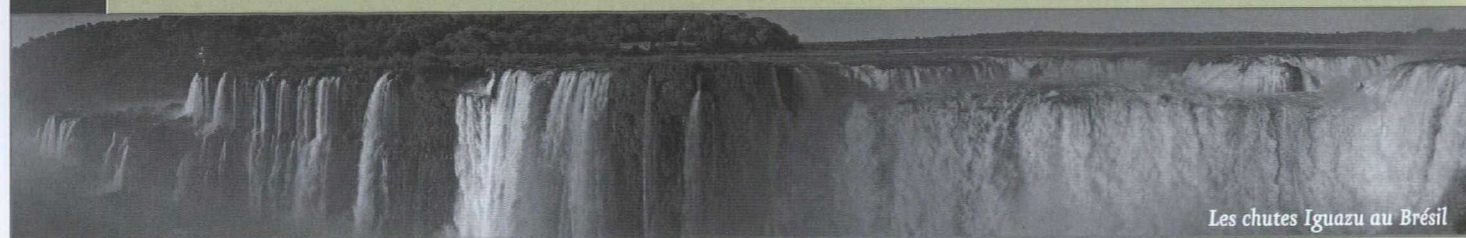
La réputation du Canada dans les technologies de pointe et la gestion de l'environnement n'est pas à faire. C'est de bon augure pour les entreprises canadiennes qui voudraient exporter leurs produits sur le marché de l'environnement brésilien.

Qui dit défis environnementaux, dit développement économique. Dans les années 1970, on a assisté au Brésil à la restructuration des infrastructures et des capacités de production manufacturières. Au début des années 1980, le Brésil, en s'inspirant largement des lois et règlements américains, avait mis en place une législation environnementale complète. Depuis, le Brésil a continué de renforcer sa capacité en

matière de réglementation. L'État de Sao Paulo est le plus avancé à ce chapitre, s'étant déjà doté d'une agence de l'environnement chargée d'assurer la conformité aux règlements.

En 2005, le marché de l'environnement du Brésil a été évalué à plus de 4 milliards de dollars. Et d'après les prévisions, son taux de croissance sera de 5 % annuellement au cours des cinq prochaines années. Les produits et services importés représentent environ 15 % du marché et, d'après les estimations, la part de marché du Canada serait de 12 %.

**Renseignements :** Mariangela Lima, consulat général du Canada à Sao Paulo, courriel : mariangela.lima@international.gc.ca.



Les chutes Iguazu au Brésil

## Surveiller le marché dans le secteur forestier au Brésil

Les débouchés dans le secteur forestier brésilien sont appelés à se multiplier grâce à un investissement de quelque 17 milliards de dollars au cours des sept prochaines années qui sera réparti comme suit : 6 milliards environ pour les papeteries, 9 milliards pour les producteurs de pâtes et 2 milliards pour le repeuplement forestier.

Les débouchés seront dans les secteurs suivants :

- produits et technologies anticorrosion;
- technologie de déshydratation des boues des usines de pâtes et papiers;
- systèmes d'élimination des odeurs;
- services de consultation et de génie;
- contrôle automatisé des procédés de fabrication;
- pâte de résineux pour la fabrication de matériau et papier d'emballage;
- solutions TI, mise à niveau des appareils, recherche et technologie;
- logiciels de gestion forestière;
- technologies de recyclage et de désencrage;

- papiers et cartons enduits de kaolin;
- équipements mécanisés de récolte et de transport.

Le secteur forestier brésilien, le plus important en Amérique du Sud, comprend le bois d'œuvre, le bois de placage, les contreplaqués, les panneaux de particules, les panneaux de fibres, la cellulose et les papiers. En 2005, avec des recettes de 30 milliards de dollars, il représentait 4,1 % du PIB. Il exportait pour 8,5 milliards en produits forestiers et en importait pour 1,5 milliard.

La plupart des entreprises brésiliennes exportent, et elles améliorent constamment leur capacité et leurs technologies pour accroître la production et réduire les coûts. Elles sont toujours à l'affût de nouvelles technologies pour assurer leur compétitivité sur les marchés mondiaux – bonne nouvelle pour les exportateurs canadiens!

**Renseignements :** Paulo Limas, consulat général du Canada à Sao Paulo, courriel : paulo.limas@international.gc.ca.

## Ruée vers l'or dans le secteur minier

En 2004, les exportations minières du Canada vers le Brésil ont atteint 12,1 millions de dollars sur un marché qui s'approvisionne localement et qui est évalué à quelque 5 milliards de dollars — preuve que les entreprises canadiennes peuvent y trouver des affaires d'or.

D'après l'Association brésilienne des équipements, la demande d'équipements miniers devrait progresser au rythme de 30 % par année au cours des cinq prochaines années, pour des ventes de 22 milliards de dollars environ. Divers projets miniers, en cours ou à venir, ouvrent une multitude de débouchés pour les fournisseurs canadiens d'équipements et de services désireux de tirer parti de cette économie dynamique.

Par exemple, la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) — la plus grosse société minière des Amériques — prévoit, dans les cinq prochaines années, d'investir plus de 11 milliards de dollars pour accroître sa production de charbon, de nickel et de minerai de fer.

On trouve déjà au Brésil plus de 40 compagnies

canadiennes d'exploration minière — surtout dans l'or, le nickel, les diamants, le cuivre et les pierres semi-précieuses — et pas moins de 10 fournisseurs d'équipements miniers.

Le gouvernement brésilien est en train de déréglementer et de restructurer le secteur minier en mettant en œuvre un nouveau code minier. Les exportateurs peuvent s'attendre à voir une croissance spectaculaire en raison de l'immensité du territoire et de la diversité des ressources géologiques.

Il y a au Brésil plus de 1 700 mines à ciel ouvert et 180 mines souterraines.

Le Brésil représente 22 % de la production mondiale de minerai de fer et possède 94 % des

réserves mondiales de niobium.

En 2004, l'extraction de minerai brut représentait environ 2 % du PIB du pays (18 milliards de dollars), tandis que la transformation du minerai représentait 8 % du PIB, soit environ 71 milliards.

**Renseignements :** Franz Brandenburg, bureau commercial du Canada à Belo Horizonte, courriel : franz.brandenberg@international.gc.ca.



## Des enchères publiques ont ouvert l'industrie de l'énergie

Le Canada a beaucoup en commun avec le Brésil en ce qui concerne les réseaux d'électricité. Par exemple, les deux réseaux sont à dominante hydroélectrique et sont soutenus par de longues lignes de transport. Ces similitudes, et le fait que les normes techniques canadiennes sont reconnues au Brésil, peuvent donner aux produits, services et technologies du Canada un avantage sur la concurrence.

« Les entreprises canadiennes peuvent former des consortiums avec des firmes brésiliennes pour soumissionner pour l'octroi de contrats de production, de transport et de distribution d'électricité, ou cibler les gagnants des enchères pour leur offrir produits, services ou technologies », explique Marie-Josée Gingras, déléguée commerciale au consulat général du Canada à Rio de Janeiro. En vertu du nouveau modèle du secteur de l'électricité brésilien, en vigueur depuis 2004, l'octroi des contrats de production, de transport et de distribution se fait maintenant par enchères publiques.

Les petites entreprises peuvent aussi être de la partie. « En 2003, le Brésil a créé un programme des énergies renouvelables pour encourager l'investissement dans la biomasse, l'énergie éolienne et les petites centrales hydroélectriques », ajoute M<sup>me</sup> Gingras. Les

sources de remplacement comme l'énergie thermoélectrique deviennent aussi intéressantes. La Banque de développement national du Brésil a créé un programme de financement pour le secteur énergétique, et Exportation et développement Canada souhaite aussi appuyer ce genre de projet.

Le Brésil investira quelque 67,5 milliards de dollars dans la production et le transport d'énergie au cours des 10 prochaines années, ce qui inclut le complexe hydroélectrique de Rio Madeira et d'autres projets de production et de transport. En 2004, le Canada a exporté pour plus de 19 millions de dollars en matériel lié à l'énergie électrique vers le Brésil, le troisième producteur et consommateur d'électricité de l'hémisphère occidental.

**Renseignements :** Marie-Josée Gingras, consulat général du Canada à Rio de Janeiro, courriel : marie-josée.gingras@international.gc.ca.